



Paris, le 12 février 2026

Communiqué de presse :

C'est par leur mobilisation que les retraité·es seront entendu·es

Revalorisation des pensions, abattement des 10 %, refus de l'année de blanche, depuis trois ans, relayés par des « experts complaisants », les gouvernements tentent ... les retraité·es répondent !

Dans une démarche unitaire initiée par le groupe des neuf, en interpellant directement la population par leur mobilisation, le pouvoir a été contraint de reculer.

Même si les cibles évoluent, la stratégie reste identique : réduire drastiquement les dépenses de la Sécurité Sociale que ce soient dans la branche vieillesse notamment en s'attaquant aux pensions de réversion ou dans la branche maladie.

Aujourd'hui, face à une loi de financement de la Protection Sociale qui par ses conséquences remet plus encore en cause le droit à la santé partout, pour toutes et tous, les retraité·es entendent poursuivre l'interpellation de la population et exiger des réponses positives.

La difficulté, voire l'impossibilité, d'accéder aux services de santé par le double mécanisme de la désertification médicale et de l'augmentation des restes à charges, touchent plus particulièrement la population retraitée.

La volonté affichée de décentraliser les ARS (Agences régionales de santé), d'affecter une part de la CSG aux départements, renforce cette stratégie de désengagement de la Sécu et accentuera les fractures et inégalités territoriales.

Dans le cadre particulier de la prise en charge de l'autonomie, par les transferts de charge et face au vieillissement de la population, cette politique préfigure une ouverture encore plus grande au secteur marchand et un risque d'abandon d'une partie de la population.

Si le pouvoir a été contraint de reculer notamment sur l'abattement fiscal de 10 %, sur la revalorisation des pensions, sur l'année blanche, sur les franchises médicales, sur l'ALD (Affection longue durée), aussitôt le budget voté, il a remis ces points sur la table. Ce gouvernement entend poursuivre la remise en cause de droit à la santé partout, pour toutes et tous, refuser une véritable revalorisation des pensions et accentuer le démantèlement des services publics.

**Les retraité·es, à l'initiative du groupe des 9,
entendent eux poursuivre leur mobilisation
et leurs actions pour exiger des pouvoirs publics
des réponses claires à leurs légitimes revendications.**

Cathy Cau (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Paul Barbier (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Yvon Le Goffic (UNIRetraités CFE-CGC, 63 rue du Rocher, 75008 Paris)

Marie-Laurence Moros (FSU, 22 rue de la Malmaison 93 170 Bagnolet)

Christian Mahieux (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Jacques Brillet (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Roger Perret (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Bernard Serra (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)